

## **CONTRAT DE LICENCE SAAS MON VILLAGE**

### **ENTRE LES SOUSSIGNÉES :**

La SARL ATELIER DGB, inscrite au RCS de Lorient sous le numéro 907 638 266, dont le siège social est sis 13 B rue de la Plage à LOCMARIAQUER (56740)

Ci-après dénommée « l'Editeur »  
**D'UNE PART,**

**ET :**

**LA MAIRIE DE SAUZON**

Ci-après dénommée « la Commune »,  
**D'AUTRE PART,**

Ci-après dénommées individuellement « la Partie » ou collectivement « les Parties »

### **IL EST TOUT D'ABORD RAPPELÉ QUE :**

L'Editeur a développé une application appelée « Mon Village », réseau social local permettant à la Commune de fournir une information rapide et efficace à ses administrés mais également un formidable outil de communication à ses associations et commerces.

L'application répertorie l'ensemble des acteurs présents sur la commune et permet aux administrés et aux visiteurs une vue d'ensemble inédite.

La Commune souhaite bénéficier d'un accès à la solution proposée par l'Editeur, permettant de proposer l'application « Mon Village » à ses administrés, commerces et associations (ci-après dénommée « la Solution »).

Dans ce contexte, les Parties se sont rapprochées afin de convenir des conditions d'accès par la Commune à la Solution.

### **CECI ETANT RAPPELÉ, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

#### **ARTICLE 1 – OBJET**

---

Le présent contrat (ci-après le « Contrat ») a pour objet de définir les modalités et les conditions dans lesquelles l'Editeur propose à la Commune un accès à la Solution.

#### **ARTICLE 2 – MODALITES D'ACCES A LA SOLUTION**

---

La Solution fournie par l'Editeur à la Commune comprend:

- un pack de communication (visuels print et digitaux permettant à la Commune d'informer ses administrés sur l'existence de l'application « Mon Village »). Ledit pack sera remis à la Commune dès la signature du présent Contrat.
- une formation de la Commune, afin de permettre à l'administrateur désigné par ses soins d'assurer la gestion de l'espace d'administration de la Solution mis à sa disposition. Cette formation sera dispensée dans un délai maximum de 30 jours après la signature du présent Contrat, selon la disponibilité de l'administrateur désigné par la Commune. L'administrateur doit remplir les prérequis visés à l'annexe 1. La formation est d'une durée de 2 heures.
- une assistance en cas de problème ou de question relative à l'utilisation de la Solution. Cette assistance est accessible du lundi au vendredi, hors jours fériés, de 9h à 17h, par téléphone ou par courrier électronique: [contact@monvillage.bzh](mailto:contact@monvillage.bzh). L'assistance est accessible uniquement à la personne de référence désignée par la Commune lors de la souscription du présent Contrat. En cas de départ, d'absence ou d'indisponibilité prolongée de ladite personne de référence, la Commune peut procéder à son remplacement en informant par écrit l'Editeur.
- Un accès, à partir de l'application mobile MON VILLAGE ou de la plateforme web MON VILLAGE, à l'espace d'administration défini pour la Commune ainsi que pour toutes les associations/commerces situés sur le territoire de la Commune.

La Commune accède à la Solution à partir d'un ordinateur ou de tout autre moyen permettant une connexion Internet.

L'Editeur fournit à la Commune des identifiants et codes d'accès lui permettant d'accéder à la Solution.

La Commune peut inscrire les différents commerces et associations présents sur son territoire depuis son espace d'administration ou en leur envoyant une invitation par courrier électronique.

Une fois leur inscription effectuée, les commerces et associations invités pourront directement publier des messages et des événements via leur propre espace d'administration.

### **ARTICLE 3 – DURÉE**

---

Le présent Contrat est conclu pour une durée de 12 mois à partir de sa date de signature par les deux Parties.

Il se renouvellera par tacite reconduction pour une période identique, sauf dénonciation par lettre recommandée avec accusé de réception, trois (3) mois avant la date anniversaire du Contrat.

Il est entendu que les dispositions qui, par nature, perdurent au-delà de la durée du présent Contrat perdureront pour la durée qui leur est propre.

### **ARTICLE 4 – CONDITIONS FINANCIERES**

---

La présente licence est consentie à la Commune en contrepartie du versement, par ses soins, de la redevance suivante : 1000€ HT/an.

Cette redevance est payable d'avance en un seul versement, dans un délai de trente jours à compter de la date d'émission de la facture, sur le compte indiqué sur la facture. La facture est adressée par l'Editeur à la personne de référence désignée par la Commune.

Tout retard de paiement donnera lieu à des pénalités de retard dont le taux est égal au taux d'intérêt légal majoré de trois (3) points. En outre, en application de la loi 2012-387 du 22 mars 2012, en situation de retard de paiement, la Commune est de plein droit débitrice à l'égard de l'Editeur d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement à hauteur de quarante (40) euros.

En cas de défaut de paiement à l'échéance, l'Editeur se réserve le droit de suspendre ou de couper les accès à la Solution.

L'Editeur pourra proposer des modules **optionnels** payants à la Commune. Ces modules ont pour objectif d'ajouter des fonctionnalités spécifiques pour la Commune à la Solution.

L'Editeur garantit un prix fixe de la licence pendant 2 ans à compter de la date d'établissement initiale du contrat. A compter de la troisième reconduction du contrat, une révision du prix annuel de la licence pourra être effectuée par l'Editeur chaque année (encadrée par l'article R. 2112-13 du Code de la commande publique). Cette actualisation du prix sera basée sur l'**indice SYNTEC**.

L'indice SYNTEC est utilisé dans les contrats des branches professionnelles représentées par la Fédération SYNTEC: SYNTEC Numérique, SYNTEC Ingénierie et SYNTEC Conseil. Il est utilisé pour traduire l'évolution des coûts salariaux, dans le cas de projets au forfait par exemple, dans le cas des contrats dont la facturation peut être fondée sur des unités d'œuvre, de régie de longue durée, de maintenance de progiciels, d'applications ou encore de systèmes informatiques ou industriels, d'infogérance, ...

Voici la formule de révision du prix de la licence :  $P1 = P0 * (S1 / S0)$

Dans la formule :

- P1 = prix révisé
- P0 = prix d'origine ou dernier prix révisé
- S0 = dernier indice SYNTEC publié à la date de la précédente révision ou indice d'origine (dernier publié à la date de signature du contrat)
- S1 = dernier indice SYNTEC publié à la date de révision.

**Aucune modification des conditions financières convenues entre les Parties ne pourra valablement lier les Parties sans la formalisation préalable entre elles d'un avenant au présent Contrat.**

## **ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DE LA COMMUNE**

---

### **ARTICLE 5.1 – CONFORMITÉ AUX BESOINS**

La Commune assure avoir pris connaissance, préalablement à l'acceptation des présentes, des caractéristiques techniques et des dispositifs de sécurité de la Solution proposée, ainsi que des prérequis nécessaires à l'utilisation de la Solution (Annexe 1).

La Commune est seule responsable de l'ensemble des équipements (matériels et logiciels) nécessaires à l'utilisation de la Solution via le réseau internet. Il lui appartient de vérifier, notamment, la compatibilité de la Solution à ses équipements et logiciels, et notamment la fiabilité de sa connexion Internet. Il doit mettre régulièrement à jour ses équipements et sa connexion internet.

### **ARTICLE 5.2 – UTILISATION DE LA SOLUTION**

La Commune s'engage à (i) n'utiliser la Solution que pour les seules finalités visées au présent

Contrat, et (ii) dans le respect des lois/règlements en vigueur et des droits de tiers.

L'administrateur désigné par la Commune peut inviter des modérateurs à accéder à l'espace d'administration. L'administrateur gère ainsi les droits d'action de chaque modérateur sur l'espace d'administration.

La Commune est responsable de l'utilisation de la Solution par son administrateur et les modérateurs invités à accéder à l'espace d'administration.

La Commune s'abstient de traiter, diffuser, télécharger ou transmettre par l'intermédiaire de la Solution, des informations ou données dont l'exploitation violerait les droits ou intérêts de tiers, porterait atteinte à l'ordre public ou aux bonnes mœurs ou serait contraire aux lois et règlements en vigueur.

La Commune s'abstient également de transmettre par l'intermédiaire de la Solution, tout contenu contenant des virus informatiques ou, plus généralement, des programmes conçus pour interrompre, détruire ou limiter les fonctionnalités de la Solution ou de son environnement.

Pendant toute la durée du présent Contrat augmentée de douze mois, la Commune s'interdit de développer ou commercialiser la Solution objet du présent Contrat ou tout produit susceptible de la concurrencer.

La Commune s'engage à communiquer à l'Editeur tout dysfonctionnement affectant la Solution ou toute proposition d'amélioration / correction qu'elle jugerait utile afin de rendre la Solution plus efficace, performante et adaptée à ses besoins.

L'Editeur n'a aucune obligation de procéder aux évolutions, corrections et améliorations ainsi communiquées par la Commune.

#### *ARTICLE 5.3 – SAUVEGARDE DES DONNÉES*

L'Editeur assume l'entière et exclusive responsabilité de la sauvegarde complète des données de la Commune stockées dans la Solution.

#### *ARTICLE 5.4 – CODES D'ACCÈS*

Il est précisé que l'accès à la Solution est sécurisé de façon à protéger, de façon permanente, à l'égard des tiers ou des autres utilisateurs non habilités à en prendre connaissance, toutes les données de la Commune qui sont amenées à circuler au travers des systèmes dans le cadre de l'utilisation de la Solution.

Les Codes d'accès sont personnels et confidentiels. Ils ne peuvent être changés que sur demande de la Commune ou à l'initiative de l'Editeur sous réserve d'en informer préalablement la Commune.

L'utilisation et la préservation des Codes d'accès relèvent de la seule responsabilité de la Commune. L'Editeur ne sera aucunement responsable pour toute perte ou tout dommage découlant du manquement de la Commune à respecter ces exigences.

La Commune reconnaît donc être le responsable entier et exclusif de ses Codes d'accès. Elle supportera seule les conséquences qui pourraient résulter de l'utilisation par des tiers qui auraient eu connaissance de ceux-ci.

## **ARTICLE 6 – SECURITE**

---

L'Editeur s'engage à sécuriser la Solution mise à disposition de la Commune.

L'Editeur s'engage à ce que les mesures de sécurité mises en œuvre soient toujours conformes à l'état de l'art pour préserver la sécurité des données de la Commune.

## **ARTICLE 7 – PROPRIETE INTELLECTUELLE**

---

**7.1** La Commune s'engage à signaler immédiatement à l'Editeur toute contrefaçon de la Solution dont elle aurait connaissance, l'Editeur étant alors libre de prendre les mesures qu'il jugera appropriées.

L'Editeur concède à la Commune un droit personnel, non exclusif, non cessible et non transférable d'utilisation de la Solution, pendant toute la durée du Contrat et pour le monde entier. La Commune ne peut utiliser la Solution que conformément à ses besoins.

L'Editeur est titulaire de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle relatifs à la Solution et notamment, de tous les éléments graphiques, textuels, logiciels, ou de toute autre nature composant la Solution.

La Commune s'engage ainsi à ne pas porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle de l'Editeur et s'interdit, à ce titre, (i) de reproduire tout élément protégé par un droit de propriété intellectuelle, (ii) d'intervenir ou de faire intervenir un tiers sur la Solution, à défaut d'en avoir eu préalablement l'autorisation expresse.

Le présent Contrat ne confère à la Commune aucun droit de propriété sur la Solution, qui demeure la propriété entière et exclusive de l'Editeur. Néanmoins la Commune est titulaire des droits portant sur les contenus publiés par ses soins sur l'application.

La mise à disposition de la Solution ne saurait être considérée comme une cession au sens du Code de la propriété intellectuelle d'un quelconque droit de propriété intellectuelle au bénéfice de la Commune.

**7.2** L'Editeur garantit à la Commune une jouissance paisible de l'intégralité des droits d'utilisation qui lui sont conférés. A ce titre, l'Editeur garantit la Commune contre toute action intentée par des tiers, au motif que la Solution fournie constituerait une contrefaçon ou une atteinte à des droits préexistants revendiqués par des tiers ; la Commune ne pouvant être recherchée ou inquiétée à ce sujet.

## **ARTICLE 8 – DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

---

### **8.1 – DONNEES TRAITEES PAR L'ÉDITEUR**

L'Editeur informe la Commune que les données à caractère personnel la concernant font l'objet d'un traitement conforme à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016, aux fins de gestion de la relation client.

La Commune et ses administrateurs disposent d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et de portabilité des données les concernant. La Commune dispose également d'un droit d'opposition ou de limitation du traitement les concernant.

Ces droits peuvent être exercés à tout moment en contactant simplement l'Editeur à l'adresse reprise en tête des présentes. Par ailleurs, la Commune dispose du droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL, en en informant préalablement l'Editeur (<https://www.cnil.fr>).

Les données transmises par la Commune sont conservées pendant la durée du présent Contrat, sauf obligation légale de conservation. Les données à caractère personnel de la Commune ne sont pas utilisées à des fins de prospection commerciale, sauf consentement préalable et exprès de la Commune.

L'Editeur prend l'ensemble des mesures adéquates afin d'assurer la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel traitées.

La Commune est informée que les données personnelles traitées le sont, de principe et par priorité, au sein de l'Union Européenne.

Dans l'hypothèse où un transfert serait réalisé hors Union Européenne, l'Editeur s'engage à vérifier que le pays concerné garantisse un niveau de protection adéquat des données à caractère personnel ou que des mesures de protection équivalentes soient mises en place.

## **8.2 – DONNÉES TRAITÉES PAR LA COMMUNE**

La Commune reconnaît et accepte que l'ensemble des données à caractère personnel qu'elle traite dans le cadre de l'utilisation de la Solution, sont sous sa responsabilité et doivent faire l'objet d'une mise en conformité par ses soins aux dispositions résultant de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée et du Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016.

A cet égard, il lui appartient de respecter ses obligations en termes, notamment, d'information des personnes concernées sur les droits dont celles-ci disposent vis-à-vis des traitements mis en œuvre.

Lorsque l'Editeur traite des données à caractère personnel pour le compte de la Commune, responsable du traitement, elle a la qualité de « sous-traitant » au sens de la Loi Informatique et Libertés n°78-17 modifiée et du Règlement (UE) 2016/679. Les conditions dans lesquelles l'Editeur s'engage à effectuer des opérations de traitement pour le compte de la Commune sont décrites dans un document distinct passé entre les Parties.

## **ARTICLE 9 – CONFIDENTIALITE**

---

Chaque Partie s'engage à considérer comme confidentielles et à préserver, à tout moment, la confidentialité et la sécurité de toute information ainsi qu'à ne pas reproduire ou divulguer, autrement que pour les seuls besoins d'exécution du contrat, les informations remises ou divulguées par l'autre partie pour la mise en œuvre et au cours de l'exécution du contrat (ci-après les « Informations Confidentielles »).

Ne sont pas considérées comme des Informations Confidentielles, les informations qui :

- sont déjà connues du public, autrement qu'à la suite d'une violation du présent Contrat ;
- ont été développées ou acquises indépendamment par l'autre partie si une preuve écrite et fiable le confirme.

Une partie ne peut utiliser ou divulguer les Informations Confidentielles de l'autre partie que (i) pour les besoins de l'exécution du présent Contrat, (ii) dans l'obligation de se conformer à la loi ou (iii) moyennant l'accord écrit et préalable de l'autre partie.

Cette obligation s'applique également aux sociétés affiliées de chaque partie.

Les obligations des Parties à l'égard des Informations Confidentielles demeureront en vigueur pendant toute la durée du Contrat.

## **ARTICLE 10 – GARANTIES ET RESPONSABILITE**

---

### **10.1 – L'ÉDITEUR**

L'Editeur n'est tenu, à l'égard des engagements figurant aux présentes, que d'une obligation de moyens.

La Commune est avertie des aléas techniques inhérents à l'Internet et des interruptions d'accès qui peuvent en résulter. En conséquence, l'Editeur ne sera tenue responsable des éventuelles indisponibilités ou ralentissements de la Solution résultant d'un dysfonctionnement du réseau Internet.

Les Parties conviennent expressément que l'Editeur ne pourra également être tenu responsable des interruptions de la Solution ou des dommages liés :

- à un cas de force majeure, tel que défini à l'article 1218 du Code civil et par la jurisprudence française, ou à une décision des autorités ;
- à une interruption de la fourniture de l'électricité ou des lignes de transmissions, due aux opérateurs publics ou privés ;
- à une utilisation anormale ou frauduleuse de la Solution par la Commune ou par des tiers, nécessitant l'arrêt de la Solution pour des raisons de sécurité ;
- à une intrusion ou à un maintien frauduleux d'un tiers dans le système, ou à l'extraction illicite de données, malgré la mise en œuvre des moyens de sécurisation conformes aux données actuelles de la technique, l'Editeur ne supportant qu'une obligation de moyens au regard des techniques connues et satisfaisantes de sécurisation ;
- à la nature et au contenu des informations et données créées, transférées et/ou communiquées par la Commune ; plus généralement, l'Editeur ne peut en aucun cas être responsable à raison des données, informations, résultats ou analyses provenant d'un tiers, transmises ou reçues au travers de l'utilisation de la Solution portant atteinte aux droits de tiers ou qui violent de quelque manière que ce soit la législation en vigueur ;
- à une perte ou retard dans l'acheminement des informations et données, lorsque l'Editeur n'est pas à l'origine de ce retard ;
- au dysfonctionnement du réseau Internet ou des réseaux téléphoniques ou câblés d'accès à Internet non mis en œuvre par l'Editeur.

L'Editeur ne pourra être tenu responsable des dommages ou pertes indirects, notamment des pertes de profit ou d'économie prévues, pertes de revenus résultant d'une défaillance de la Solution, d'une réclamation, action ou de recours d'un tiers.

En tout état de cause, si la responsabilité de l'Editeur devait être retenue, il est expressément convenu entre les parties que le montant maximum d'indemnisation qu'il pourrait être amené à

verser à la Commune sera limité au montant des sommes effectivement perçues au titre de l'année contractuelle en cours.

#### 10.2 – LA COMMUNE

La Commune est responsable des dommages de toute nature, matériel ou immatériel, directs causés à tout tiers, y compris à l'Editeur, du fait de l'utilisation ou de l'exploitation illicite de la Solution par la Commune, quelque soit la cause et le lieu de survenance de ce dommage.

La Commune garantit l'Editeur des conséquences, réclamations ou actions dont l'Editeur pourrait faire l'objet du fait de l'utilisation ou de l'exploitation illicite de la Solution par la Commune.

La Commune renonce à exercer tout recours contre l'Editeur dans le cadre de poursuites diligentées par un tiers à son encontre du fait de cette utilisation ou exploitation illicite de la Solution par la Commune.

La Commune est responsable de l'utilisation de la Solution faite par ses administrateurs .

#### ARTICLE 11 – RESILIATION

---

Tout **manquement grave** d'une Partie à l'une quelconque des obligations mises à sa charge par le présent Contrat, non réparé dans un délai de trente (30) jours à compter de l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception, ouvre droit, pour l'autre Partie, de se prévaloir unilatéralement de la résiliation de plein droit du présent Contrat, sans préjudice de tous dommages et intérêts auxquels elle pourrait prétendre en vertu des présentes, et sous réserve du respect du préavis ci-dessus.

L'Editeur a une obligation de fonctionnement de sa Solution. En cas d'inutilisabilité de la Solution par la Commune et qu'il est prouvé que cette inutilisabilité est liée à un manquement de la part de l'Editeur et non pas un de ses prestataires (exemple: hébergeur de la Solution): ce manquement de la part de l'Editeur est considéré comme un **manquement grave**.

La résiliation du Contrat pour quelque cause que ce soit entraîne la suppression, à la date d'effet de la rupture, de tout accès par la Commune à la Solution.

Les sommes d'ores et déjà versées par la Commune à l'Editeur à la date de prise d'effet de la résiliation, quelle qu'en soit la cause, lui resteront acquises.

#### ARTICLE 12 – SOUS-TRAITANCE

---

L'Editeur est habilitée à faire appel à des sous-traitants pour l'exécution d'obligations conformément au présent Contrat. L'Editeur demeure seule pleinement responsable et garante à l'égard de la Commune de la qualité et l'exécution du présent Contrat qui serait confiée au(x) dit(s) sous-traitant(s), sans que la Commune n'ait à supporter quelque dommage que ce soit du fait de la carence ou de la défaillance du sous-traitant ou ne puisse être inquiété ou sa responsabilité recherchée à ce sujet.

#### ARTICLE 13 – SIGNATURE ELECTRONIQUE

---



Les Parties conviennent que le Contrat pourra être signé par un moyen certifié de signature électronique sécurisée, de sorte que chaque Partie pourra être amenée à signer le présent Contrat aux moyens d'outils de signature électronique garantissant l'identification du signataire, l'intégrité du document signé, le lien entre le signataire et le Contrat ainsi que le consentement du signataire quant au contenu du Contrat. En conséquence, les Parties reconnaissent aux documents qui seront signés selon le dispositif ci-avant décrit, la qualité de documents originaux et admet leur force probante au même titre qu'un écrit signé sur support papier, et ce conformément aux dispositions de l'article 1366 du Code civil.

#### **ARTICLE 14 – INCESSIBILITE**

---

Dans la mesure où L'Editeur est le seul titulaire des droits d'exploitation commerciale de la Solution, les Parties conviennent que la Commune bénéficie d'un droit d'utilisation personnel, ponctuel, mondial, incessible et non exclusif.

Dans ces conditions, il est expressément convenu que le présent Contrat ne pourra être cédé à un tiers par la Commune, sauf accord préalable et écrit de l'Editeur.

#### **ARTICLE 15 – INTEGRALITE ET INDIVISIBILITE**

---

Le présent Contrat représente la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

Si une disposition du présent Contrat était déclarée inapplicable pour quelque raison que ce soit, les autres dispositions du présent Contrat demeureront pleinement en vigueur, et la disposition inapplicable sera modifiée dans la mesure du possible et dans la limite autorisée par la loi pour atteindre autant que faire se peut la même intention et le même effet économique que la disposition originale.

Aucune indication, aucun document, ne peuvent engendrer des obligations au titre des présentes, s'ils ne font l'objet d'un avenant signé par les deux Parties.

#### **ARTICLE 16 – REFERENCES**

---

La Commune accepte que l'Editeur puisse citer ou faire figurer, dans sa communication commerciale, sa référence parmi ses clients.

#### **ARTICLE 17 – LOI APPLICABLE ET TRIBUNAUX COMPETENTS**

---

Le présent Contrat et les relations qui s'ensuivent entre l'Editeur et la Commune sont régis par les lois françaises et seront interprétés conformément à celles-ci.

En vue de trouver ensemble une solution à tout litige qui surviendrait dans l'exécution du Contrat, les Parties conviennent de se réunir dans les trente (30) jours à compter de la réception d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception notifiée par l'une des Parties.

Si au terme d'un nouveau délai de trente (30) jours, les Parties n'arrivaient pas à se mettre d'accord

*Version 17/12/2021*

sur un compromis ou une solution, le litige serait alors soumis aux tribunaux compétents de la ville de Lorient.

Fait à :

Date de signature du contrat :

En un (1) exemplaire original signé par voie électronique,

Pour l'Editeur

Pour la Commune

## **Annexe 1 : Prérequis technique pour l'accès à la Solution et un usage performant**

Navigateurs :

- Chrome 52+ -> à privilégier
- Opera 38+
- Firefox 45+
- Microsoft Edge 12+
- Safari 9+

Il est défini que l'ensemble des fonctionnalités sont accessibles sur ces navigateurs, mais certains éléments d'affichage graphiques peuvent varier d'un navigateur à l'autre.

Bande passante :

- 4 Mbps minimum pour un usage conforme
- 8 Mbps conseillé pour un usage performant

Le navigateur utilisé devra supporter une session sécurisée de type HTTPS (sécurisation SSL)